

Les sœurs latines et la « bête immonde »

Clément RIVIERE

Si Annamaria Rivera suggère de manière convaincante comment le traitement et les représentations des minorités s'inscrivent dans un cadre différencié en France et en Italie, l'absence de préoccupation empirique des *Dérives de l'universalisme* déçoit les attentes que son approche comparée pouvait susciter.

Recensé: Annamaria Rivera, *Les Dérives de l'universalisme. Ethnocentrisme et islamophobie en France et en Italie*, La Découverte, 2010, 212 p.

Les éditions de La Découverte proposent avec la publication des *Dérives de l'universalisme* une version sensiblement augmentée et mise à jour d'un ouvrage publié en 2005 par l'anthropologue italienne Annamaria Rivera, *La guerra dei simboli. Veli postcoloniali e retoriche sull'alterità* (ed. Dedalo, Bari). Si la réflexion engagée sur les « pratiques discursives et sociales relatives aux minorités d'origine immigrée » (p. 8) ne constitue pas en soi un apport original à la connaissance, y compris pour le cas italien (voir par exemple Dal Lago 1999), il s'agit en revanche du premier ouvrage qui se propose de l'aborder dans une perspective comparée franco-italienne, potentiellement féconde du fait du décalage temporel des flux d'immigration dans les deux pays et de l'histoire coloniale et nationale distincte des « sœurs latines ».

Un essai oscillant entre posture critique et discussion théorique

Annamaria Rivera propose de « déconstruire les rhétoriques de l'altérité, c'est-à-dire les stratégies discursives à travers lesquelles le 'nous' européen majoritaire énonce et définit les 'autres', généralement dans le but de les exorciser, de les domestiquer, de les subordonner ou de les dominer » (p. 7). Affirmant la nécessité de « ranimer la propension à l'incertitude et à la critique de soi et de sa propre particularité » (ibid.), elle assume tout au long de l'ouvrage l'adoption d'une posture relativiste, indispensable à ses yeux à la compréhension de la pluralité culturelle. Ce relativisme se distingue du relativisme essentialiste mobilisé à des fins

ségrégatives par des mouvements tels que la Ligue du Nord : cette « posture méthodologique » (p. 75) correspond donc dans le même temps à une posture normative. En s'inscrivant dans une tradition réflexive qu'elle rattache aux développements de la modernité européenne, elle revendique la dimension politique de sa démarche :

« Aujourd'hui, défendre la légitimité d'une posture relativiste comme disposition épistémique et principe méthodologique est avant tout un acte politique, non seulement parce qu'elle est une tentative de résister à un discours public d'inspiration autoritaire et ethnocentrique, mais surtout parce qu'elle est l'affirmation de la partialité du point de vue dominant, et de la possibilité de la confrontation et du conflit entre des points de vue différents » (p. 60).

Ce positionnement critique s'articule à une discussion théorique riche, bien qu'il ne soit pas toujours aisé de faire le lien entre les nombreux concepts abordés en divers endroits de l'ouvrage. « Race », « relativisme », « communautarisme », « civilisation » – entre autres – sont ainsi patiemment déconstruits et historicisés, à l'aide du recours à un large (et assez éclectique) ensemble d'auteurs (notamment Baudrillard, De Martino, Derrida, Elias ou Lévi-Strauss). Certains rappels historiques sont également bienvenus, à propos par exemple de l'illusion rétrospective d'une intégration sans heurts des Italiens de France, supposément due à leur pratique et à leur foi catholiques.

Le voile, le crucifix et la matrice catholique

Montrant la permanence du rôle joué par la religion, c'est à partir d'un essai d'analyse comparée des controverses relatives à l'« affaire du voile » que l'auteur développe sa réflexion sur la structuration différenciée des discours publics en France et en Italie autour des « motifs polémiques » de l'anticommunautarisme et de l'antirelativisme. Par le truchement de la comparaison, qui lui permet de s'éloigner des passions et des débats nationaux, Rivera distingue deux « rhétoriques » dominantes, deux « dispositifs discursifs » distincts : la condamnation du communautarisme en France et celle du relativisme en Italie, « montrés du doigt comme les maux de notre temps, et qui porteraient atteinte à la vie en commun, à l'universalisme, à 'nos valeurs' » (p. 13). Tout en indiquant que les arguments anticommunautariste et antirelativiste peuvent à l'occasion s'y entremêler, l'auteur montre comment les débats publics français et italien s'opposent. Dans un contexte international de « campagne hégémonique effrénée » (p. 18), ces arguments viseraient à l'affirmation du système de valeurs majoritaire – l'« universalisme » – en se déclinant autour d'enjeux distincts dans les deux pays. En témoigne la cristallisation du débat public autour de la

question du port du voile en France et de celle la présence de crucifix dans les édifices publics en Italie.

S'inscrivant dans une matrice coloniale, les controverses autour du port du voile seraient symptomatiques de l'islamophobie dominante dans une France où la laïcité ne constitue après tout que le « fruit d'un compromis avec le catholicisme, acceptant ses empreintes, diffuses et profondes, dans la vie sociale, incorporées comme des coutumes et définies comme faisant partie de la norme majoritaire » (p. 133). Les développements relativement convenus de l'auteur au sujet du modèle républicain et de sa « crise » sont ainsi à l'origine de quelques réflexions intéressantes, comme au sujet de l'attention particulière réservée par les « anticomunautaristes » à l'islam. En Italie, qui se caractérise par l'absence de modèle et de politiques d'intégration, et où le discours antiraciste est faible face à l'instrumentalisation de l'immigration et de l'insécurité à des fins électorales, la controverse autour du « foulard islamique », bien que périodiquement ravivée¹, n'a jamais été aussi animée et structurante pour le débat public qu'en France. Elle n'a d'ailleurs jusqu'ici pas connu de traduction juridique. L'auteur explique ce contraste par la conception très distincte de la laïcité dans les deux sociétés, rarement invoquée dans le cadre italien sauf par une partie des élites intellectuelles. Les débats bien plus vifs relatifs à la suppression de la présence de crucifix dans les édifices publics – et notamment les salles de classe – montrent au contraire comment ce symbole religieux a été défendu par beaucoup, y compris à gauche, en tant qu'emblème de l'identité et des valeurs italiennes: « Malgré une pluralité culturelle et religieuse de fait, la société italienne continue à se représenter et à se positionner selon un modèle blanco- et catholico-centré » (p. 141). Constituant la thèse principale de Rivera, cette structuration distincte autour de la matrice catholique des « rhétoriques de l'altérité » des deux côtés des Alpes peut sembler convaincante aux comparatistes ou plus largement à qui s'intéresse aux deux sociétés et à leurs transformations contemporaines ; aucun travail empirique ne vient toutefois l'étayer, ce qui rend discutables certaines interprétations de l'auteur, mais aussi et surtout l'apport heuristique de l'ouvrage.

Une comparaison sans travail empirique

La démonstration de l'auteur ne s'appuie de fait sur aucun corpus, ce qui ne peut qu'étonner dans le cadre d'une analyse de discours. Rivera ne s'appuie d'autre part que

¹ La controverse a débuté à l'automne 1999 à Turin, suite au refus de la part d'un fonctionnaire d'accepter comme valides des photos de femmes portant le foulard pour des documents relatifs à des titres de séjour.

rarement sur les enquêtes empiriques disponibles traitant du racisme, des préjugés ou des relations interethniques, pourtant nombreuses dans le cas français, et qui se multiplient depuis une quinzaine d'années en Italie². L'administration de la preuve n'advient donc qu'à travers la mobilisation impressionniste d'articles de presse ou par la discussion théorique des concepts, ce qui conduit souvent à la formulation d'assertions plus ou moins éloignées du sens commun, parfois stimulantes mais rarement empiriquement fondées.

Au-delà de cette faiblesse de l'apport empirique, un second problème découle de ce choix méthodologique : l'absence d'un objet d'étude précisément défini. Dans la mesure où aucun acteur ou aucune source ne sont spécifiquement ciblés, il est difficile de saisir à quoi correspondent les « rhétoriques » que l'auteur s'attache à déconstruire. Pour le dire autrement, comment mettre en œuvre une analyse de discours sans procéder en amont à l'identification d'acteurs ou d'institutions qui les produisent et les véhiculent ? Contrairement à d'autres, le concept de « majorité » ne fait ainsi l'objet d'aucune déconstruction, et si l'analyse proposée des « discours dominants » se révèle pertinente, le manque d'attention pour les acteurs, les mécanismes et les processus rend les interprétations proposées moins convaincantes. On se demande d'ailleurs parfois de quelle « rhétorique » il est question, tant sont à la fois divers et empiriquement absents les groupes supposés les produire (Partisans de l'empire ou féministes ? Capitalistes ou ultramontains ?). L'absence de définition de ces rhétoriques – jamais définies autrement que comme « majoritaires » ou « dominantes », et sans qu'il soit précisé comment elles sont appréhendées – pose par ailleurs nécessairement la question de l'échelle d'analyse retenue, en particulier dans le cas italien. Le fait que la plupart des exemples cités évoquent la Ligue du Nord et les provocations de ses élus est à ce titre révélateur de la difficulté d'y étudier la construction de l'altérité exclusivement au niveau national. Enfin, si les producteurs de discours ne sont guère présents, leurs récepteurs sont encore davantage ignorés, et l'effet des rhétoriques plus préjugé que démontré.

En définitive, et en dépit de développements stimulants, *Les dérives de l'universalisme* ne constitue qu'un apport marginal à la connaissance comparée des sociétés étudiées. Alors que l'ambitieuse approche franco-italienne pouvait laisser augurer de résultats originaux et

² De manière non-exhaustive, on pense par exemple aux travaux sur les représentations médiatiques de l'immigration (Maneri 1998), sur les politiques migratoires (Palidda 1998), sur la surveillance des espaces publics (Quassoli 2004), ou encore sur le rapport aux Roms (Arrigoni et Vitale 2008). Dans la lignée de nombreuses études de sociologie urbaine sur les rapports entre *insiders* et *outsiders*, de plus en plus d'enquêtes de terrain sont par ailleurs consacrées aux quartiers où cohabitent Italiens et immigrés (voir par exemple Agustoni et Alietti 2009).

significatifs, l'ouvrage se distingue avant tout par la discussion conceptuelle qu'il propose et ne répond que partiellement aux attentes importantes que son intitulé pouvait susciter : le chantier de l'étude comparée de la production de l'altérité sociale reste ouvert.

Références bibliographiques

Alfredo Agustoni, Alfredo Alietti, *Società urbane e convivenza interetnica. Vita quotidiana e rappresentazioni in un quartiere di Milano*, Milan, Franco Angeli, 2009

Paola Arrigoni, Tommaso Vitale, « Quale legalità ? Rom e gagi a confronto », *Aggiornamenti Sociali*, n°3, 2008, p. 182-194

Alessandro Dal Lago, *Non-Persone, L'esclusione dei migranti in una società globale*, Milan, Feltrinelli, 1999

Marcello Maneri, « Lo straniero consensuale. La devianza degli immigrati come circolarità di pratiche e discorsi », in Alessandro Dal Lago (dir.), *Lo straniero e il nemico. Materiali per l'etnografia contemporanea*, Milan, Costa e Nolan, 1998, p. 236-275

Salvatore Palidda, « La conversione poliziesca delle politiche migratorie », in Alessandro Dal Lago (dir.), *Lo straniero e il nemico. Materiali per l'etnografia contemporanea*, Milan, Costa e Nolan, 1998, p. 209-235

Fabio Quassoli, « Making the neighbourhood safer: social alarm, police practices and immigrant exclusion in Italy », *Journal of Ethnic and Migrations Studies*, vol. 30, n°6, 2004, p. 1163-1181

Article publié dans laviedesidees.fr le 28 mars 2011.

© laviedesidees.fr